

20 juin 1944 : Jean Zay, « l'école de la République » du Front populaire, est assassiné par la Milice

Figure et ministre majeur du Front populaire, Jean Zay sera emprisonné par Vichy et assassiné par trois miliciens le 20 juin 1944. Fervent artisan de la démocratisation de l'éducation et de la culture, père de l'école unique, mais aussi du CNRS, de l'ENA, du Festival de Cannes..., il a laissé un héritage considérable. L'empreinte de cet « Homme-République », dont l'action fut inspirée notamment par Jean Jaurès, structure encore la société d'aujourd'hui.

[Histoire](#)

12min

Publié le 21 juin 2024 Mis à jour le 22 juin 2024 à 20:38

[Olivier Loubes](#)



Jean Zay (1904-1944), ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, entouré d'enfants lors d'un spectacle de marionnettes (photo d'archives non datée).

© AFP

Par Olivier Loubes

Historien de l'imaginaire social du politique, professeur au lycée public Saint-Sernin de Toulouse; auteur notamment de « Jean Zay. La République au Panthéon » (Dunod, 2021), voir "En savoir plus"

Il y a quatre-vingts ans, le 20 juin 1944, trois miliciens se présentent à la porte de la prison de Riom dans le Puy-de-Dôme. Ils viennent chercher [Jean Zay, le ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts de Front populaire](#), que Vichy tient incarcéré depuis 1940 parce qu'il incarne tout ce que la dictature antirépublicaine de Philippe Pétain abhorre. Ils viennent le chercher pour l'abattre. Il n'a pas 40 ans.

Après s'être fait passer pour des résistants lui disant qu'ils le dirigent vers un maquis, ils le mitraillent à Molles, dans l'Allier, le jettent dans un fossé, le recouvrent de pierres pour ajouter l'effacement à la mort. Puis ils écrivent à sa femme, Madeleine, pour lui faire croire à son évasion, dissimulant son cadavre pour tenter de rendre son deuil impossible (il ne sera identifié qu'en 1948).

Dès 1947, un premier hommage national lui avait été rendu à la Sorbonne. En 2014, soixante-dix ans après la tragédie, le président de la République François Hollande annonçait son entrée au Panthéon pour 2015 aux côtés de trois autres personnalités afin d'illustrer par leur « esprit de résistance » la devise républicaine : [Pierre Brossolette, la liberté, Germaine Tillion, l'égalité, et Geneviève de Gaulle-Anthonioz, la fraternité](#).

Jean Zay, lui, était désigné comme « la République. L'école de la République ». Mais à quelle République, à quelle école républicaine et à quel républicain rend-on hommage lorsque l'on honore Jean Zay ? Et de quel élan pour une gauche réunie la République de Front populaire qu'il incarne peut-elle être l'inspiration... jusqu'à nos jours ?

Jean Zay incarne la République, démocratie nationale et sociale à la fois, de Front populaire

Pour le comprendre, allons en Provence. Le 26 juillet 1936, aux Arcs-sur-Argens (Var), le ministre Jean Zay inaugure le groupe scolaire Jean-Jaurès. Toute la République de Front populaire s'y donne à voir. Par les symboles mobilisés, l'héritage affiché, l'union des gauches exprimée. Il prend la parole sous un triptyque qui peut surprendre aujourd'hui : Jaurès y tient lieu de Marianne pour dire que [la République est sociale désormais](#) ; des deux côtés du buste du fondateur de « l'Humanité », le drapeau rouge et le drapeau tricolore sont associés comme sur les deux taxis du cortège de l'union des gauches le 14 juillet 1935, jour fondateur du Rassemblement populaire qui vit, comme le dit Édouard Daladier, l'union du prolétariat de la révolution sociale et du tiers état de la Révolution française.

Derrière l'orateur, une banderole : « Bienvenue de la ville des Arcs à Monsieur le Ministre du Front populaire ». Elle fournit la légende de ce qui se voit : ici, Jean Zay ne saurait être simplement ministre de l'Éducation nationale ou de la République, il est, il incarne la République, démocratie nationale et sociale à la fois, de Front populaire. Et si l'image est située – dans une municipalité socialiste, en plein enthousiasme de l'été 36 –, elle n'est pas juste un cliché d'époque.

Journaliste, avocat, député depuis 1932 (à 27 ans), Zay est déjà en 1936 une personnalité remarquée du vieux Parti radical, dont, adhérent dès sa majorité en 1925, « *il représentait la tradition la plus ancienne et la plus pure* », dira Léon Blum. Il est en effet l'héritier du radicalisme dreyfusard de son père, Léon Zay, rédacteur en chef du journal radical d'Orléans – où Jean est né le 6 août 1904 –, et de la famille de sa mère, Alice Chartrain.

Lesquels lui ont aussi légué les valeurs de l'universalisme républicain des minorités, celui de la famille juive mosellane des Zay comme celui de la famille protestante ligérienne des Chartrain. Au reste, baptisé et marié au temple d'Orléans avec Madeleine Dreux, protestante elle aussi, Jean Zay, comme son père, est affilié à la franc-maçonnerie et au groupe de la Libre Pensée.

Un condensé de républicain qui en fait une cible idéale des haines de Charles Maurras (élu à l'Académie française en 1938), tant il incarne « les quatre états confédérés de l'anti-France » définis par le fondateur de « l'Action française » : « Le protestant, le juif, le franc-maçon et le métèque. »

C'est bien parce qu'il est cet homme-République, ministre du Front Populaire, que les haines raciales, confessionnelles et politiques se conjuguent pour l'abattre. D'abord civilement lors du procès inique d'octobre 1940, où la dictature de revanche pétainiste le condamne à la même peine que le fut le capitaine Dreyfus (déportation et dégradation militaire), puis physiquement, assassiné le 20 juin 1944 par les miliciens. Des haines à la mémoire longue qui s'exprimeront encore en 2014, dans la lettre signée par un comité de 40 associations « patriotiques » du Souvenir français afin d'empêcher son entrée au Panthéon.

Un partisan de l'union des gauches

Son entrée dans le gouvernement de Front Populaire est le prolongement logique de son engagement dans les Jeunesses laïques et républicaines, où il rencontra Pierre Mendès France, son ami jusqu'en prison. Très tôt en effet, Zay est un partisan de l'union des gauches, et ses deux élections à la Chambre des députés en 1932 et 1936 se font grâce aux voix socialistes et communistes d'une circonscription qui englobe les cheminots des Aubrais. Au sein du Parti radical, il promeut le Front populaire.



Prisonnier politique à Riom, Jean Zay écrit beaucoup. Son épouse Madeleine extrait les feuillets de son grand-oeuvre, « Souvenirs et solitude » (publié en 1946), cachés dans son landau. Ici, avec leurs deux filles, elle quitte la prison où elle lui rend visite régulièrement.
© Keystone-France\Gammaamma-Rapho via Getty Images

Nommé à la tête du ministère de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, il veut en faire un grand « ministère de la vie culturelle ». Déjà doté d'un sous-secrétariat d'État à la Recherche scientifique, il ajoute à ce ministère en janvier 1938, et en les unifiant, le sous-secrétariat d'État à l'Éducation physique et le sous-secrétariat d'État aux Loisirs et Sports (où officie Léo Lagrange) .

Sa politique est d'inspiration socialiste. Enfant, son père lui avait fait entendre Jaurès lors d'un meeting qui l'avait profondément marqué. C'est sur son [« discours à la jeunesse » prononcé à Albi en 1903](#) qu'il s'appuie dans sa première intervention à la Chambre, le 6 août 1936, pour défendre les instituteurs syndiqués que la droite accuse d'antipatriotisme après qu'ils eurent annoncé par pacifisme le déclenchement d'une grève générale en cas de déclaration de guerre. Tout en les mettant en garde contre le pacifisme intégral, « *tragique et invraisemblable paradoxe* », car, pour lui, « *le fascisme intérieur ne peut être combattu sans combattre celui des dictateurs européens* »¹.

Zay, pacifiste jusqu'en 1934, est devenu « jacobin » face à la montée des fascismes, et il soutient la politique de réarmement de Blum puis de Daladier. La création du Festival de Cannes contre la Mostra mussolinienne de Venise – prévu en septembre 1939, le Festival ne put avoir lieu du fait du déclenchement de la guerre – s'inscrit dans cette politique antifasciste, ici mue par l'invention de la diplomatie culturelle, du « soft power » dirait-on aujourd'hui². En 1939, il organise le cent cinquantième de la Révolution française, ancrant aussi la République comme enseignement de la Révolution.

« Les écoles doivent rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas »

C'est également par antifascisme qu'il dépose, le 31 décembre 1936, sa circulaire devenue la plus célèbre, qui pose que « les écoles doivent rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas ». Contrairement à ce qui a pu en être dit a posteriori, elle n'est pas une arme dans le combat laïque, mais concerne la lutte contre les ligues d'extrême droite qui, à la suite de leur interdiction en juin, font de la propagande aux abords des lycées parisiens.

Jean Zay incarne la génération des réformateurs sociaux de l'école. Encouragée par Blum, sa politique est en cohérence avec les plans de réforme de l'entre-deux-guerres, dont celui de la CGT. La « loi Jean Zay » étant bloquée à la Chambre en 1937, c'est via des textes administratifs et l'expérimentation qu'il initie une refonte de la structure de l'éducation nationale, active jusqu'à nos jours.



Partisan du Front populaire au sein du Parti radical, Jean Zay rejoint le gouvernement de Léon Blum le 4 juin 1936. Cortège d'instituteurs le 14 juillet 1936.
© Roger Violet/Roger Violet

Moins visible, mais pas moins importante que « les lois Ferry » pour la démocratie par l'école, cette mutation place au cœur de l'enseignement la démocratisation sociale. S'appuyant sur les associations d'éducation populaire et approuvée par [Célestin Freinet](#), pionnier de la pédagogie moderne, elle fixe les bases de la démocratisation du secondaire avec, entre autres, l'unification des programmes, la prolongation de l'obligation scolaire à 14 ans, les classes d'orientation, les activités dirigées du samedi, la scolarisation de l'éducation physique jusqu'alors très militaire...

Avec Jean Zay, démocratiser signifie désormais – jusqu'à nos jours (?) –, à la suite des morts en masse de la Grande Guerre, fonder cette démocratie politique sur une démocratie sociale : il s'agit de fabriquer un commun politique rassemblant toutes les classes sociales dans « l'école unique ». Afin, comme le dit son projet de Loi du 5 mars 1937, que « la société, comme l'individu, y trouve son compte. L'école unique sera tout à la fois une œuvre de justice et un instrument de progrès social ».

À l'actif aussi de cette œuvre de démocratisation, et ce en seulement quarante mois, figure notamment la création (parfois concrétisée en 1945) du CNRS, du musée de l'Homme, de l'ENA, des œuvres sociales universitaires, ancêtres des Crous. De même, pour combler le fossé qui tient éloigné de l'art le peuple, sa politique lui ouvre les musées – autre instrument d'intégration sociale – et les théâtres, réduit les tarifs, crée le musée des Arts et Traditions populaires. Il s'agit aussi de soutenir les créateurs, comme avec son projet de loi novateur sur le droit d'auteur et le contrat d'édition afin de fonder un « véritable statut de la création intellectuelle et artistique en France ».

Quatre-vingts ans plus tard, l'assassinat de Jean Zay permet de se faire une certaine idée de la République. Et de la France. La France républicaine de Jean Zay, c'est un pays qui sait que la

force de la démocratie politique réside dans la qualité de la justice sociale. Que la démocratie sociale fonde la démocratie libérale, l'arme contre tous les populismes.

Que ceux-ci doivent être combattus, y compris en s'engageant par les armes s'il le faut, afin de défendre les démocraties voisines, Tchécoslovaquie hier, Ukraine aujourd'hui, contre les agressions des dictatures ; c'est le sens de l'antifascisme « jacobin » de Jean Zay. Que, pour cela, il faut rénover les structures et les moyens accordés au service public, en se méfiant du « dogme de l'équilibre budgétaire – cet idéal constamment entrevu, jamais atteint –, qui fournissait en même temps une arme contre les réformes démocratiques »³.

Pour nous dire la force d'espérance et la jeunesse inspirante de cette République de front populaire que les miliciens de Pétain crurent abattre ce 20 juin 1944, lisons Jean Cassou – grand historien de l'art qu'il avait appelé au ministère – en 1947 : « Il était le plus jeune de nous tous et nous sentions auprès de lui que la jeunesse est la première qualité que doit savoir garder un vieux pays. Et ce n'est point un hasard si, chaque fois que la République nous a été donnée, la République s'est, avant toute tâche, soucieuse de créer et de développer un enseignement populaire, national, accessible à tous, égal pour tous. »

Pour en savoir plus :

[« Jean Zay. La République au Panthéon »](#), biographie, d'Olivier Loubes, Dunod, 2021, 336 pages, 9,90 euros.

[« Jean Zay. Jeunesse de la République »](#), édité par Pierre Allorant et Olivier Loubes, préface de Pascal Ory, Bouquins, mai 2024, 1 216 pages, 33 euros.

Pour la première fois est réunie toute la richesse de ses écrits, de l'écolier « républicain en herbe » de 14-18 aux grands textes du ministre et au journal de guerre, entre autres. Mais aussi des romans et contes inédits, ainsi que les deux textes de Jean Zay publiés par les collaborationnistes pour ruiner son honneur, ici replacés dans leur contexte.

Le site de l'association Les Amis de Jean Zay : www.lesamisdejeanzay.fr. Créée en 1946 pour « pérenniser sa mémoire et faire vivre ses idées et son action », elle promeut la République qu'il incarne, notamment par l'édition de ses écrits.

1. Texte publié dans [« Jean Zay. Jeunesse de la République »](#), édité par Pierre Allorant et Olivier Loubes, Bouquins, 2024 ; voir « En savoir plus ». ↵
2. Lire [« Cannes 1939, le Festival qui n'a pas eu lieu », d'Olivier Loubes](#), Armand Colin, 2016 ; 2^e édition, Dunod Poche, 2024. ↵
3. Le 17 janvier 1941 dans [« Souvenirs et solitude », de Jean Zay](#) (introduction et notes d'Antoine Prost, témoignages de Jean Cassou, Léon Blum et Pierre Mendès France), Belin, coll. « Alpha », 2017. ↵